



Bordeaux, le 8 juin 2020

**UNION DÉPARTEMENTALE  
DES SYNDICATS  
cgt-FORCE OUVRIÈRE  
DE LA GIRONDE**

Dans la continuité de la CE de l'UD FO 33 du 15 mai et de la déclaration du bureau de notre UD du 25 mai, nous nous opposons toujours à la poursuite de l'état d'urgence prévu jusqu'au 10 juillet.

Comme le déclare à juste titre la CE de notre Confédération en date du 19 mai : « FO conteste le bien-fondé de ce régime d'exception qui conduit à justifier la possibilité de gouverner sans relâche par ordonnances et décrets [...] Aussi la Commission exécutive appelle à ce que soit mis fin à ce régime d'exception au regard de son impact sur les libertés fondamentales et individuelles, y compris les libertés syndicales, comme sur le droit du travail. »

Le gouvernement utilise cette situation d'état d'exception pour déréglementer, pour déroger au Code du travail et aux statuts.

Le gouvernement Macron / Philippe qui poursuit son œuvre de pillage de la Sécurité sociale, de remise en cause de tous les services publics, notamment dans les hôpitaux et l'école publique. C'est dans cette situation que se mène le Ségur de la santé présidé par Nicole NOTAT.

Pour rappel, nos camarades de la santé se sont rassemblés par plusieurs centaines à l'appel de FO, la CGT, Solidaires, la CNI devant les hôpitaux de Bordeaux et de Libourne les 25, 26 et 28 mai.

Ils seront en grève et se rassembleront le 16 juin à 11 h 30 devant l'hôpital Saint-André pour défendre leurs revendications en matière d'augmentation des salaires, de maintien de tous les services, de créations de postes. Ils ont raison, l'UD FO 33 soutient cette mobilisation.

Dans le secteur privé, c'est Renault qui reçoit un prêt de 5 milliards du gouvernement Macron / Philippe et qui annonce un plan de réduction d'emplois. A Maubeuge, les salariés ont manifesté à plus de 8 000, ils n'acceptent pas.

A Choisy, les salariés sont en grève et se mobilisent. « Plusieurs sites de Renault sont représentés [...] pour soutenir les collègues de Choisy [...] parce qu'on est tous dans l'incertitude, explique le délégué syndical FO Renault-Sandouville. C'était un devoir d'être ici. »

Ici et là, on entend déjà la petite musique de la « baisse des salaires et loi du moins pire », du « contrat social renouvelé », de la « démarche de concorde nationale ». C'est déjà le « la » donné chez Derichebourg où la direction propose aux salariés d'abandonner leur treizième mois. Même son de cloche chez la compagnie aérienne Ryanair qui veut une baisse des salaires de 10 % à 20 %. A quand des suppressions d'emplois notamment dans le commerce non alimentaire et dans l'aéronautique ?

17/19 quai de la Monnaie  
33080 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 57 95 07 50

[udfo33@force-ouvriere.fr](mailto:udfo33@force-ouvriere.fr)

<http://33.force-ouvriere.org/>

C'est dans cette situation que l'UD FO 33 appelle à un **rassemblement devant la préfecture le mardi 16 juin à 13 heures**. Notre UD prend contact avec les organisations syndicales de la Gironde.

**Pour la levée de l'état d'urgence, du régime d'exception et de l'interdiction de se rassembler**

**Défense de toutes les libertés démocratiques, dont celle de la jeunesse à manifester**

**Maintien de tous les emplois dans le secteur privé**

**Refus des accords de performance collective (ordonnances Macron) visant à réduire les salaires et les primes**

**Respect du Code du travail et des statuts (temps de travail, congés, etc.)**

**Rétablissement immédiat de tous les moyens et postes pour les services publics**

**Retrait de la loi de transformation de la Fonction publique**

**Arrêt du pillage de la Sécurité sociale**

**Revalorisation immédiate des salaires, des pensions et abandon définitif des contre-réformes de l'assurance chômage et des retraites**

**Mardi 16 juin à 13 h  
devant la préfecture de Bordeaux**